

APPEL A LA CONCURRENCE N°AAC 004/2026

OBJET: « Insertion et publication dans un journal national en langue française des annonces du Centre Hospitalo-Universitaire Mohammed VI Oujda »

Convention passée dans les formes et selon les règles du droit commun, en application de l'article 4 paragraphe 7 et l'annexe 1 du Décret N°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics

SOMMAIRE

Article 1 : Objet de la convention	4
Article 2 : Nature de la prestation	4
Article 3 : Pièces constitutives de la Convention :	4
Article 4 : Validité de la convention :	4
Article 5 : Durée de la convention	4
Article 6 : Nature et caractère des prix	4
Article 7 : Imputation Budgétaire	4
Article 8 : Modalité d'exécution	5
Article 9 : Mode de règlement	5
Article 10 : Résiliation	5
Article 11 : Droit d'Enregistrement	5
Article 12 : Avenant	5
Article 13 : Litiges	5
Article 14 - Force majeure :	5
ARTICLE 15 : Lutte contre la fraude et la corruption :	5
ARTICLE 16 : Droit applicable :	6
ARTICLE 17 : Confidentialité :	6

Convention Reconductible N° .../2026

Convention Reconductible passée dans les formes et selon les règles du droit commun, en application de l'article 4 paragraphe 7 et l'annexe 1 du Décret N°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics

- Vu La loi n°37/80 relative aux Centres Hospitaliers, promulguée par le dahir n°1-82-5 du 30 Rabi I 1403 (15 janvier 1983) telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n°33-87, promulguée par le Dahir n°1-87-192 du 17 Ramadan 1408 (4 mai 1988);
- Vu La Loi n° 69.00 du 16 Ramadan 1424 (11 Novembre 2003) relative au contrôle Financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes, tel qu'elle a été modifiée et complétée ;
- Le Décret n° 2-89-61 du 10 Rabia II 1410 fixant les règles applicables à la comptabilité des établissements publics ;
- Vu le Dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et des contrats ;
- Vu le Décret n°2-86-74 du 20 Kaâda 1408 (5 juillet 1988) pris pour l'application de la loi n°37/80 relative aux Centres Hospitaliers, promulguée par le dahir n°1-82-5 du 30 Rabi I 1403 (15 janvier 1983) tel qu'il a été modifié et complété ;
- Vu l'arrêté du Ministère des Finances et de la privatisation n°1-2469/DE/SPC du 17 Mars 2005 portant organisation financière et comptable des centres hospitaliers. ;
- Dahir n°1-16-62 du 24 mai 2016 portant promulgation de la loi n°70-13 relative aux Centres hospitalo-universitaires ;
- Vu Décret N°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics

Attendu que le **Centre hospitalo-universitaire Mohammed VI Oujda et la Société**
déclarent leur volonté réciproque d'œuvrer ensemble pour le développement des relations dans le sens de
leurs missions respectives et de leurs intérêts communs.

Il a été décidé de passer une convention selon les règles de droit commun entre les soussignés :

D'une part, Centre hospitalo-universitaire Mohammed VI Oujda représenté par son ordonnateur

Et d'autre part la Société et désigné dans ce qui suit par le prestataire
représenté par MrQualité :

N° Tel : N° du Fax :

Adresse électronique :

Agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés au nom et pour le compte de

(Raison sociale et forme juridique) :

Adresse du siège social de la société :

Faisant élection de domicile au

Inscrite au registre de commerce de Sous le N° :

Patente N° : IF :

ICE :

Affiliée à la CNSS sous N° :

Compte bancaire (RIB 24 positions) :

Ouvert auprès de :

Au Nom de :

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

Article 1 : Objet de la convention

La Convention Reconductible a pour objet l' : « **Insertion et publication dans un journal national en langue française des annonces du Centre Hospitalo-Universitaire Mohammed VI Oujda** ».

Article 2 : Nature de la prestation

La dépense découlant de cette prestation est prévue par l'annexe N°1 du Décret N°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics

Le titulaire s'engage à exécuter au Centre Hospitalo-universitaire Mohammed VI Oujda, les prestations désignées aux bordereaux des prix détail estimatif.

Les quantités fixées dans le bordereau des prix - détail estimatif sont données à titre indicatif ; toutefois, ces quantités peuvent faire l'objet d'une révision à la hausse, sans toutefois que le montant de cette dernière ne dépasse 10% du montant global de la convention.

Dans tous les cas, le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas insérer la totalité ou une partie des quantités prévues au niveau de la présente convention, sans que le titulaire ne prétende à indemnisation. Ainsi, seules les quantités des insertions publiées feront l'objet de règlement.

Article 3 : Pièces constitutives de la Convention :

Les pièces constitutives de la Convention Reconductible sont énumérées ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le projet de la convention ;
- La convention, ses annexes et tout avenant à venir ;
- Le bordereau des Prix –Détail Estimatif (BDPE)

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs de la présente convention, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Article 4 : Validité de la convention :

La Convention Reconductible ne sera valable, définitive et exécutoire qu'après sa signature conjointe par les deux parties et son visa par le Contrôleur d'Etat, si le visa est requis.

Article 5 : Durée de la convention

La convention Reconductible est conclue pour une période de 12 mois à compter de la date signature conjointe des deux parties et son visa par le Contrôleur d'Etat, si le visa est requis, cette durée est renouvelable par tacite reconduction sans toutefois que la durée totale puisse excéder trois (03) années.

Article 6 : Nature et caractère des prix

La convention Reconductible est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire de la convention sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix détail estimatif, aux quantités réellement exécutées conformément à la convention.

La convention est passée à prix fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

Les prix de la convention sont libellés en dirhams (DH) marocain TOUTES TAXES COMPRISES.

Article 7 : Imputation Budgétaire

Les dépenses afférentes à cette prestation seront supportées par les budgets annuels respectifs du Centre Hospitalo-Universitaire Mohammed VI-Oujda et imputées sur la rubrique suivante :

Annonces et insertions.

Article 8 : Modalité d'exécution

Le Centre Hospitalo-Universitaire Mohammed VI-Oujda transmettra au journal par lettre, Fax ou E-mail le contenu de la publication en précisant notamment la date limite d'insertion. Le titulaire de la convention est tenu, dans les 24 heures, d'envoyer à l'administration, le journal dans lequel a été insérée la publication.

Article 9 : Mode de règlement

Le titulaire de la convention remet au maître d'ouvrage une facture établie en quatre copies décrivant les prestations réalisées, le montant à payer ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Après vérification et liquidation de la facture, le maître d'ouvrage procède au mandatement de la somme due au titulaire de la convention.

Le règlement sera fait par Ordre de virement au compte bancaire du titulaire de la convention. L'ordre de virement émis ne peut être payé qu'après visa du Trésorier payeur du Centre Hospitalo-universitaire Mohammed VI d'Oujda qui est le comptable assignataire chargé des paiements.

Article 10 : Résiliation

La Convention Reconductible pourra être résiliée de plein droit par simple lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'une ou l'autre des parties dans les conditions suivantes :

- **Par l'administration moyennant un préavis écrit de 01 mois donné au titulaire.**
- **Par la société pour des raisons motivées, avec un préavis écrit de 03 mois.**

Article 11 : Droit d'Enregistrement

La convention est obligatoirement assujettie au droit d'enregistrement conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Article 12 : Avenant

Toute modification des termes et conditions de la présente convention feront l'objet d'un avenant écrit.

Article 13 : Litiges

La convention Reconductible est établie dans un esprit de confiance et de coopération mutuelles ;

Les parties conviennent de régler à l'amiable tout différend pouvant être soulevé à l'occasion de l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

Si une telle tentative devait échouer, tout litige relatif à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera porté devant les tribunaux compétents d'Oujda.

Article 14 - Force majeure :

Les articles 268 et 269 du Dahir du 9 Ramadan 1331 (12 Août 1913) formant code des obligations et des contrats sont applicables au marché.

ARTICLE 15 : Lutte contre la fraude et la corruption :

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution de la convention. Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion de la convention et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution de la convention.

ARTICLE 16 : Droit applicable :

La convention sera soumise tant pour son interprétation que pour son exécution au droit marocain.

ARTICLE 17 : Confidentialité :



Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter la confidentialité des renseignements et documents auxquels ils ont accès à l'occasion de la convention. Ils ne peuvent communiquer leur teneur à des tiers sans autorisation préalable du maître d'ouvrage.

Chacune des Parties s'engage à ne pas divulguer à des tiers les concepts, idées, savoir-faire et techniques relatifs au traitement de l'information révélés par l'une des Parties à l'autre à l'occasion de l'exécution de la convention.

Convention Reconductible N°...../2026

Convention passée dans les formes et selon les règles du droit commun, en application de l'article 4 paragraphe 7 et l'annexe 1 du Décret N°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics

Ayant pour objet : « Insertion et publication dans un journal national en langue française des annonces du Centre Hospitalo-Universitaire Mohammed VI Oujda ».

<p>Le directeur du Centre Hospitalo-Universitaire Mohammed VI-Oujda</p>   <p>Le Directeur Pr. Badr SERJI</p> <p>Oujda Le 24 MARS 2026</p>	<p>Signature et cachet de la Société (Avec la mention « lu et accepté »)</p> <p>Oujda Le</p>
<p>le contrôleur d'Etat auprès du Centre Hospitalo-Universitaire Mohammed VI d'Oujda</p> <p>Le</p>	